

## Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts pour l'Afrique du Nord

Trente-cinquième réunion

17 novembre 2020

Point 6 de l'ordre du jour provisoire \*

## Bilan des activités de la CEA en Afrique du Nord (Octobre 2019 – Septembre 2020)

### Tables des matières

I. Introduction	3
II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue	3
A. Résultat majeur : Renforcer la capacité des pays d'Afrique du Nord à identifier les lacunes et introduire des créations d'emplois	4
1. Services consultatifs et assistance technique	4
1.1. Services consultatifs sur les distorsions au niveau de l'allocation des ressources	4
1.2. Appui technique pour évaluer la performance des pays dans la réalisation des ODD	4
1.3. Services consultatifs pour appuyer les pays à construire leur stratégie nationale de la ZLECAf	5
1.4. Assistance technique pour soutenir l'Examen des politiques de transformation de la production (PTPR) de l'Égypte	5
1.5. Services consultatifs pour décliner la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) au niveau régional	5
1.6. Appui technique au Soudan	6
2. Publications, Papiers de recherche et notes d'orientation de politique	6
2.1. Papier de recherche sur la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie à travers les industries non polluantes : implications pour l'industrie touristique	7
2.2. Note d'orientation de politique sur la mobilisation des devises étrangères au Soudan	7
2.3. Rapport sur la facilitation du commerce en Afrique du Nord	7
2.4. Rapport sur la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique du Nord	8
B- Réponse du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA à la crise de la COVID-19	8
1. Rapport sur la crise de la COVID-19 en Afrique du Nord : Impact et stratégies d'atténuation	8
2. Analyse de l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur l'Algérie	8
3. Rapport sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur le Maroc	9
4. Webinaire sur l'initiative de 100 milliards de dollars pour soutenir l'Afrique face à la crise du COVID-19	9
5. Mise en œuvre par le BSR-AN du plan de continuité de service, du télétravail et de la virtualisation des activités présentiels	9

---

\* ECA/SRO-NA/ICE/35/1

III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du siège et les partenariats	10
A. Initiatives spéciales	10
B. Interactions avec les divisions du siège	11
C. Les partenariats	12
1. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement	12
2. Partenariats avec les Institutionnels, Universités, Centres de Recherche et Think tanks	13
<b>IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 34e CIHFE</b>	14
A- Recommandations relatives à la séance spéciale sur le thème : « La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'emploi »	14
B- Recommandations relatives au profil sous-régional	15
C- Recommandations relatives au rapport sur la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord	15
D- Recommandation relative au programme de travail de la Commission économique pour l'Afrique pour 2020	16
<b>V. Défis et leçons retenues</b>	16
A. La crise de la COVID-19	16
B. L'accès aux données	16
C. Mobilisation de l'expertise extérieure	17
D. L'intégration régionale	17
E. L'instabilité dans la sous-région	17

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport rend compte des activités menées par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique durant la période allant d'octobre 2019 à septembre 2020. Cette période couvre le dernier trimestre de la seconde année de mise en œuvre du cadre stratégique révisé de 2018-2019 issu du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique tenue à Addis-Abeba en mai 2018 ; elle couvre également les trois premiers trimestres du plan stratégique annuel 2020 issu du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique tenue à Marrakech en mars 2019.

2. Les activités mises en œuvre ont été réalisées en étroite concertation et collaboration avec les Etats membres, les divisions du siège de la CEA, les autres Bureaux sous régionaux, l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et les communautés économiques régionales (CER), les agences du système des Nations Unies et d'autres institutions partenaires.

## **II. Les principales réalisations du programme de travail au cours de la période sous revue**

3. Dans le contexte de la nouvelle vision de la CEA, le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord (BSR-AN) a formulé une nouvelle stratégie de spécialisation lancée depuis 2018 dans le domaine de "l'Emploi, compétences et développement durable". Cette nouvelle orientation stratégique vise à aider les sept pays membres (l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, le Soudan et la Tunisie) à concevoir et mettre en œuvre des politiques et programmes à même de favoriser la création d'emplois et le développement durable dans la perspective d'une transformation structurelle conforme aux Agendas 2030 et 2063. Cette finalité a été déclinée au niveau du plan stratégique 2020 à travers l'objectif principal de « stimuler l'emploi durable pour les jeunes et les femmes en Afrique du Nord » avec le résultat escompter de « renforcer la capacité des pays d'Afrique du Nord à identifier les lacunes et introduire des créations d'emplois innovantes ».

4. Un premier enjeu a été celui de soutenir les États membres, pour renforcer leurs capacités à apprécier les liens et à construire un écosystème plus innovant qui favorise l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes.

5. La crise de la COVID-19 a constitué un second enjeu capital pour la CEA ainsi que pour le BSR-AN, sachant qu'elle est intervenue au milieu de la période sous-revue. Il a fallu à ce titre répondre aux préoccupations des pays membres, notamment en termes d'évaluation d'impact de la crise, et adapter autant que faire se peut la mise en œuvre du plan de travail annuel initial.

6. Les activités inscrites dans le programme de travail du BSR-AN ont été réalisées pour produire des résultats qui répondent à l'objectif prioritaire tel que défini tout en s'adaptant aux enjeux soulignés ci-dessus. Les recommandations issues des réunions antérieures du Comité intergouvernemental de hauts fonctionnaires et d'experts (CIHFE) ainsi que les contributions des Etats membres, de l'UMA et d'autres partenaires ont également aidé à cadrer le champ d'intervention du BSR-AN tout au long de la période sous-revue.

## **A. Résultat majeur : Renforcer la capacité des pays d'Afrique du Nord à identifier les lacunes et introduire des créations d'emplois**

7. Le résultat majeur du plan de travail 2020 du BSR-AN a été réalisé à travers les services consultatifs et l'assistance technique aux Etats membres dans un certain nombre de domaines en réponse aux demandes reçues des pays. Ce résultat a été également accompli à travers la production de publications, papiers de recherche et notes d'orientation de politique.

### **1. Services consultatifs et assistance technique**

8. Dans le cadre de la fonction opérationnelle de la CEA, le BSR-AN a fourni une assistance technique et un ensemble de services consultatifs aux pays membres dans les domaines de (i) l'analyse des distorsions dans l'allocation des ressources pour améliorer la productivité et générer de nouvelles opportunités d'emploi (Maroc); (ii) la mise en oeuvre et le suivi intégré des ODD et de l'agenda 2063 (Egypte, Maroc); (iii) la formulation de stratégies nationales de mise oeuvre de la ZLECAf (Algérie, Mauritanie); (iv) l'appui à la déclinaison au niveau régional de la stratégie nationale de croissance accélérée (Mauritanie); (v) et de l'appui technique dans les domaines macroéconomique et de relance économique, les statistiques, l'intégration régionale et la mobilisation des fonds (Soudan).

#### ***1.1. Services consultatifs sur les distorsions au niveau de l'allocation des ressources***

9. Le BSR-AN a travaillé en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat au Plan (HCP) pour évaluer le niveau des distorsions au sein de l'économie marocaine et leur impact sur la productivité et la création d'emplois. Ce projet a mobilisé une base de données couvrant un échantillon de 2000 entreprises de l'industrie manufacturière pour les années 2006 - 2014. Les résultats de ce travail ont permis de mesurer l'impact des distorsions sur la productivité.

10. L'impact escompté de ce projet est triple : (i) un renforcement des capacités du HCP à utiliser des données d'entreprises pour produire des analyses cohérentes ; (ii) une plus grande prise de conscience de l'importance des distorsions, et une meilleure compréhension de leur impact sur l'économie et les voies pour les réduire ; (iii) fournir les conseils idoines aux décideurs pour améliorer la productivité et générer de nouvelles opportunités d'emploi.

#### ***1.2. Appui technique pour évaluer la performance des pays dans la réalisation des ODD***

11. L'outil de planification intégrée et de reporting (IPRT) correspond à une application Web développée par la CEA en réponse aux besoins des pays africains d'adopter et d'intégrer simultanément l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'UA dans leur plan de développement national et leur permettre de suivre leurs progrès d'une manière harmonisée. Par suite de la recommandation des délégués des pays membre lors du CIHFE 2019, le BSR-AN a entamé le déploiement de l'outil IPRT en Egypte et au Maroc. A cet égard, l'équipe de la CEA (BSR-AN, MGD, ACS et ITCSS) en collaboration avec le Ministère égyptien de la planification et du développement économique, a organisé au Caire du 27 au 30 janvier 2020 un atelier de renforcement des capacités en faveur de l'équipe égyptienne en charge du suivi des ODD. Au même titre, L'équipe de la CEA, en collaboration avec le Haut-Commissariat au Plan du Maroc, a organisé à Rabat du 2 au 5 février 2020 un atelier de renforcement des capacités en faveur de l'équipe marocaine en charge du suivi des ODD.

12. Ces ateliers ont permis de transférer les habiletés nécessaires à l'utilisation du IPRT pour introduire les données, suivre les performances nationales relatives aux cibles et indicateurs des ODD, comparer les performances nationales avec les autres pays. L'Égypte et le Maroc se sont engagés à participer et à utiliser le IPRT pour un suivi-évaluation intégré et harmonisé dans leur plan de développement national de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Il est prévu par ailleurs d'entamer le déploiement de cet outil en Mauritanie et en Tunisie à partir d'octobre 2020.

### ***1.3. Services consultatifs pour appuyer les pays à construire leur stratégie nationale de la ZLECAf***

13. Le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, en collaboration avec le Ministère du commerce de la Mauritanie, a appuyé le travail de conception et de formulation de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf. Un atelier national de validation de cette stratégie a été organisé à cet égard le 17 septembre 2020 avec la participation des départements publics impliqués ainsi que des représentants du secteur privé et d'organisations internationales. Le BSR-AN a également appuyé le travail de conception et de formulation de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf de l'Algérie. Ce travail est conduit en collaboration avec le Ministère du commerce algérien. Il est attendu qu'une première version de cette stratégie soit disponible vers la fin du troisième trimestre de 2020.

14. La stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf intègre les politiques publiques commerciales. Elle facilite l'identification des opportunités et contraintes commerciales, des mesures incluant les interventions politiques ainsi que des capacités nécessaires pour tirer pleinement parti des marchés nationaux, régionaux et mondiaux. Cette stratégie permet également de définir les actions à entreprendre par le pays, y compris celles qui sont liées aux arrangements institutionnels et aux mécanismes visant à assurer une coordination complète de la mise en œuvre et du suivi de la ZLECAf au niveau national en tenant compte des perspectives régionales.

### ***1.4. Assistance technique pour soutenir l'Examen des politiques de transformation de la production (PTPR) de l'Egypte***

15. Dans le cadre de l'implémentation de L'Examen des politiques de transformation de la production (PTPR) de l'Egypte, le BSR-AN a contribué aux travaux du Groupe d'apprentissage par les pairs lors d'un dialogue virtuel organisé le 1er juillet 2020 sous le thème "Comment favoriser la fabrication dans un continent intégré ?". La mise en œuvre du PTPR de l'Egypte est issue d'une collaboration entre la CEA, la CNUCED, l'ONUDI, l'Afreximbank. Cette rencontre a permis de faire le point sur la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de clarifier en particulier : (i) les dispositions et instruments de la ZLECAf que l'Egypte peut utiliser pour construire des chaînes de valeur régionales; (ii) la manière avec laquelle les entreprises égyptiennes peuvent-elles tirer pleinement parti de la ZLECAf et relever les défis auxquels elles sont confrontées; (iii) les implications de la crise de la COVID-19 sur le processus d'intégration régionale en Afrique; et (iv) les leçons retenues d'autres initiatives d'intégration régionale en Afrique et au-delà.

16. Le processus PTPR examine les stratégies actuelles de l'Egypte en matière de transformation de la production. Il permet de proposer des actions concrètes et d'identifier les réformes à envisager. L'Egypte a par ailleurs exprimé son intérêt pour faire participer la Malaisie en tant que pair en vue de partager les expériences, les défis et les visions dans ce domaine.

### ***1.5. Services consultatifs pour décliner la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) au niveau régional***

17. A la suite d'une mission d'appui technique organisée en octobre 2019, le BSR-AN a entamé le soutien du Ministère de l'économie et des finances et du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation de la Mauritanie pour élaborer la Stratégie pour une croissance accélérée et une prospérité partagée (SCAPP) pour la région de la wilaya de Hodh Chargui. Cette stratégie est assortie d'un plan d'action prioritaire participatif et inclusif (2020-2024) et d'un cadre de suivi-évaluation et de reporting pour cette région. Une feuille de route pour la mise en œuvre du projet a été convenue avec le ministère des Finances, et un cabinet de conseil national a été retenu pour soutenir le ministère et la wilaya dans l'élaboration du plan d'action (2020-2024). Le BSR-AN a par ailleurs mené un processus consultatif et participatif avec les différents acteurs de développement au niveau local, régional et national, y compris l'équipe-pays des Nations Unies de

la Mauritanie.

18. Grâce à l'appui de la CEA, la wilaya du Hodh Charghi (la plus grande du pays du point de vue démographique abritant en outre plus de 50 000 réfugiés principalement du Mali) dispose désormais d'une SCAPP dont les principaux objectifs sont: (i) Mettre en place un système d'éducation préscolaire adapté aux différents contextes de la wilaya ; (ii) Améliorer l'accès, la rétention, la qualité de l'enseignement primaire et secondaire ; (iii) Mettre en place un système de formation technique et professionnelle répondant aux besoins de développement des filières de l'élevage et de l'agriculture et axé sur la préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement ; (iv) Améliorer les conditions d'accès à des services de santé et de nutrition de qualité et susciter la demande des populations ; (v) Institutionnaliser l'intégration de la dimension genre au sein des politiques et stratégies sectorielles. Il est attendu que la mise en œuvre de la SCAPP au niveau régional aide la Mauritanie à accélérer le processus de mise en œuvre des ODD et de l'agenda 2063. En septembre 2020 la Mauritanie a formulé la demande d'étendre ce travail à quatre régions supplémentaires.

### ***1.6. Appui technique au Soudan***

19. Le BSR-AN a participé à trois mission conjointe d'assistance technique de la CEA en faveur du Soudan dans les domaines des politiques macroéconomiques, de la relance économique, des statistiques, de l'intégration régionale et de la mobilisation des fonds. Plus spécifiquement, un atelier a été organisé pour aider à renforcer les capacités du pays dans la modélisation macroéconomique. Un forum a également été organisé lors de cette mission avec les institutions étatiques compétentes travaillant sur le programme national de relance et les ODD afin d'identifier les principales priorités du Gouvernement. De même, un forum national de sensibilisation sur la ZLECAf et de ses implications sur l'économie soudanaise a été organisé. Plusieurs hauts responsables des départements ministériels ont bénéficié de cette assistance technique, notamment, des responsables du Ministère des Finances et de la Planification économique, de la Banque centrale du Soudan, du Ministère du commerce, du Bureau central de la statistique, du Ministère de la santé, du Conseil national de la planification stratégique et du Ministère du travail et du développement social.

20. La formation sur la modélisation macro économétrique a permis de générer des scénarios d'analyse de politiques très utiles pour évaluer les plans de transition du Soudan. Il a été également convenu que la CEA contribue au document de projet du recensement général de la population et du logement. Le document de projet devra bénéficier des expériences et refléter les pratiques et les normes internationales en la matière. La mission a également permis de convenir de l'organisation d'une conférence avec les partenaires au développement pour la mobilisation des fonds en faveur du Soudan. Un Comité de coordination des donateurs et de reporting sera mis en place à cet égard pour gérer les relations avec les donateurs et les décaissements, informer sur la préparation et la mise en œuvre des projets et examiner les rapports de suivi-évaluation. Le Forum national sur la ZLECAf a permis de son côté de faire émerger un consensus quant à la nécessité d'accélérer les efforts du Soudan pour la ratification de l'accord et d'accéder ainsi à l'étape suivante du soutien de la CEA pour l'élaboration de sa stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf.

## **2. Publications, Papiers de recherche et notes d'orientation de politique**

21. Dans la cadre de la fonction de Think Tank de la CEA , le BSR-AN a produit un papier de recherche sur la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie. Il a également publié une note d'orientation de politique sur la mobilisation des devises étrangères au Soudan et une étude sur la facilitation du commerce en Afrique du Nord ainsi qu'un rapport sur la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique du Nord.

### ***2.1. Papier de recherche sur la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie à travers les industries non polluantes : implications pour l'industrie touristique***

22. Le BSR-AN a produit un papier de recherche sur « la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie à travers les industries non polluantes : implications pour l'industrie touristique ». Cette recherche a examiné l'état actuel et a accordé une attention particulière à l'industrie du tourisme, compte tenu de l'importance de ce secteur dans la création d'emplois, en particulier en faveur des jeunes. Elle a relevé une relance du secteur touristique grâce à aux mesures sécuritaires renforcées, ayant amélioré la confiance des touristes, et à la valorisation de la diversité naturelle du pays rendant les vacances en Tunisie de plus en plus attrayantes. L'étude a établi que le tourisme génère de l'emploi et stimule le changement social, à la fois directement, à travers l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle en réponse aux besoins de cette industrie de services, et indirectement, à travers l'introduction de nouveaux styles de comportement sociaux.

23. Ce travail a permis d'identifier des pistes de politiques pour les décideurs tunisiens pour concevoir et mettre en œuvre des dispositions favorables à l'emploi, notamment: (i) en termes de formation professionnelle, eu égard aux habiletés en gestion, en organisation, en communication et en compétences informatiques devenues cruciales pour les intermédiaires et les fournisseurs de services; (ii) en termes d'infrastructures, même si la Tunisie a réalisé des progrès notables relativement à la connectivité routière et à la densité ferroviaire, l'étude relève qu'il reste encore bien des développements à entreprendre en matière d'efficacité des services de transport aérien et de connectivité maritime ainsi qu'en matière de connectivité à l'internet et de l'infrastructures des télécommunications; (iii) En termes de renforcement des liens avec les industries nationales, vu le maillage encore peu développé entre le tourisme et les autres secteurs (tels que l'agriculture, les services connexes et la construction) qui freine le développement de l'industrie touristique et limite les avantages économiques associés à ses activités.

### ***2.2. Note d'orientation de politique sur la mobilisation des devises étrangères au Soudan***

24. Le BSR-AN a préparé une note d'orientation pour aider le Soudan à mobiliser les devises étrangères et à réduire la détérioration de sa monnaie nationale. Le document évalue les différentes sources potentielles que le gouvernement soudanais peut utiliser pour mobiliser des devises étrangères. Il fait valoir que l'augmentation du capital minimum requis des banques soudanaises, l'amélioration de la capacité du secteur bancaire à attirer les envois de fonds par les voies officielles et la modification de la Loi sur les ressources minières de 2015 peuvent générer des entrées de capitaux étrangers au Soudan de l'ordre de USD 2,5 à 3,3 milliards en 2020. Ce document a été communiqué au Comité d'urgence économique de haut niveau et au cabinet du Premier ministre, il constitue une base de l'assistance technique continue que la CEA fournit actuellement au gouvernement soudanais.

### ***2.3. Rapport sur la facilitation du commerce en Afrique du Nord***

25. A la suite d'une réunion d'experts, le BSR-AN a publié un rapport sur la « Facilitation du commerce en Afrique du Nord pour une intégration économique régionale renforcée : défis, opportunités, et solutions ». Cette étude couvre les sept pays de la sous-région. Elle relève les défis de la facilitation des échanges en Afrique du Nord et promeut une approche sous-régionale et globale coordonnée visant (i) l'amélioration des infrastructures et la fourniture de services efficaces et compétitifs dans les domaines des routes, chemins de fer, ports, et des TIC; (ii) la suppression des barrages routiers injustifiés; et (iii) la simplification et l'harmonisation des procédures douanières et frontalières. Elle souligne par ailleurs que la facilitation des échanges doit s'attaquer à l'ensemble de la chaîne et des processus des échanges.

26. Ce rapport devrait contribuer à l'adoption d'un moyen efficace pour coordonner les actions au niveau sous-régional, établir des priorités, examiner les progrès, mobiliser les ressources, allouer des fonds et suivre et apprécier les niveaux des contributions des pays. Elle préconise de:

- (i) Intégrer les stratégies de facilitation des échanges dans des stratégies économiques plus larges;
- (ii) Élaborer une feuille de route stratégique régionale pour la facilitation des échanges en Afrique du Nord;
- (iii) Adopter une approche ciblée de la facilitation des échanges selon des priorités concertées;
- (iv) Élargir l'adoption de la numérisation dans les politiques régionales et nationales de facilitation des échanges; et
- (v) Mettre l'accent sur les infrastructures routières régionales et les réseaux ferroviaires.

#### ***2.4. Rapport sur la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique du Nord***

27. Le BSR-AN a produit un rapport évaluant les performances des Pays de l'Afrique du Nord dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (Agenda 2030) des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. L'analyse des performances globales montre qu'en matière d'ODD, les pays de l'Afrique du Nord occupent un classement moyen par rapport à l'ensemble des pays. Au niveau du continent africain, les pays de la sous-région occupent les quatre premières places. Leurs performances sont en moyenne supérieures à la moyenne africaine en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Agenda 2063. Le rapport relève les effets négatifs importants de la crise de la COVID-19 sur la croissance et l'emploi dans ces pays. Il souligne que la crise amplifiera les déséquilibres internes et externes au risque de compromettre les quelques progrès accomplis sur la voie de l'accomplissement des ODD.

#### **B- Réponse du Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA à la crise de la COVID-19**

28. En réponse à la crise de la COVID-19 et aux demandes ad hoc des pays membre, le BSR-AN a produit un rapport sur l'impact et les stratégies d'atténuation de cette crise en Afrique du Nord. Il a également fourni une analyse de l'impact socio-économique de la pandémie sur l'Algérie ainsi que sur le Maroc. Le BSR-AN a par ailleurs organisé une rencontre sur l'initiative de 100 milliards de dollars visant à soutenir l'Afrique face à la crise. Il a en outre mis en œuvre un plan de continuité de service, le télétravail et la virtualisation des activités présentielles pour garantir l'exécution du programme de travail 2020.

#### **1. Rapport sur la crise de la COVID-19 en Afrique du Nord : Impact et stratégies d'atténuation**

29. Le BSR-AN a produit un rapport sur les impacts socio-économiques potentiels de la crise de la COVID-19 dans la région de l'Afrique du Nord. Ce rapport présente un ensemble d'options de politiques pour réduire les effets négatifs de la crise et veiller à ce que les besoins des populations vulnérables soient pris en compte. Ce rapport décrit les impacts socio-économiques ainsi que les secteurs critiques des économies qui pourraient être touchés par la crise.

30. Le rapport dégage un certain nombre de mesures d'atténuation ainsi que des options de politiques pouvant aider à stimuler la reprise économique et à réduire la vulnérabilité en Afrique du Nord. Il précise que les pays devront préparer des plans de redressement nationaux et adopter des réformes destinées à dynamiser les secteurs public et privé et à les placer sur une nouvelle trajectoire privilégiant une plus grande diversification économique. Dans cette perspective, il propose des pistes d'action à travers des mesures sanitaires, fiscales, de solidarité sociale et des mesures relatives au marché de l'emploi ainsi que le soutien et le partenariat avec le secteur privé.

#### **2. Analyse de l'impact socio-économique de la crise de la COVID-19 sur l'Algérie**

31. A la suite d'une requête du Coordonnateur Résident du système des Nations Unies en Algérie, le BSR-AN a contribué à un travail d'évaluation de l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'économie algérienne. En utilisant le modèle macroéconomique de la CEA, le BSR-AN a construit un modèle quantitatif évaluant l'impact de cette crise sur le PIB, l'emploi, le déficit budgétaire ainsi que la balance commerciale.

32. Ce travail a été intégré dans une analyse globale de la situation économique et sociale en Algérie. Il a été donné d'ailleurs en exemple par le Coordonnateur Résident comme une excellente illustration du travail du système des Nations Unies en tant que « One UN ».

### **3. Rapport sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur le Maroc**

33. Le BSR-AN participe activement à la concertation inter-agences au niveau du Groupe de travail 3 visant à faciliter le dialogue au sein de l'équipe-pays des Nations Unies du Maroc et à apporter des contributions eu égard à l'impact économique et social de la pandémie. Dans ce cadre et en coopération avec la Banque mondiale, le PNUD et le HCP, le BSR-AN a préparé un rapport sur l'impact socioéconomique de la crise de la COVID-19 sur le Maroc.

34. Ce rapport a constitué une base pour l'élaboration d'un partenariat stratégique en avec le Gouvernement du Maroc, représenté par le Haut-Commissariat au Plan. Les travaux du Groupe de travail 3 ont contribué par ailleurs l'élaboration du Plan de Réponse Socioéconomique (SERP) élaboré par l'équipe-pays des Nations Unies du Maroc.

### **4. Webinaire sur l'initiative de 100 milliards de dollars pour soutenir l'Afrique face à la crise du COVID-19**

35. La CEA a coordonné une série de réunions des ministres africains des Finances entre mars et septembre 2020. Les ministres ont souligné le lourd tribut que le ralentissement économique mondial a sur l'économie africaine, impliquant un besoin urgent de relance budgétaire pour contenir les effets de la crise. Les ministres se sont mis d'accord sur la nécessité pour l'Afrique d'un stimulus économique d'urgence immédiat à hauteur de 100 milliards de dollars. À ce titre, la renonciation à tous les paiements d'intérêts, estimée à 44 milliards de dollars pour 2020, et l'extension possible de la dérogation à moyen terme fourniraient un espace budgétaire immédiat et des liquidités aux gouvernements. En outre, les ministres ont souligné la nécessité de soutenir le secteur privé et de protéger plus de 30 millions d'emplois menacés à travers le continent.

36. Dans ce cadre, le BSR-AN, en collaboration avec Policy Center for the New South, a organisé une rencontre virtuelle pour présenter et discuter cette « initiative de 100 milliards de dollars pour soutenir l'Afrique ». Cette rencontre a été coanimée par S.E. Madame Sherine Elsharkawy, Vice-Ministre des Finances de l'Égypte, Monsieur Mubarak Lo, Conseiller spécial et économiste en chef du Premier Ministre du Sénégal ainsi que Monsieur Khaled Hussein, Directeur par intérim du BSR-AN. Les discussions ont porté sur l'impact économique de la crise de la COVID-19, sur les finances nationales en Afrique et les mesures nécessaires pour que les pays africains améliorent leur accès à la liquidité.

### **5. Mise en œuvre par le BSR-AN du plan de continuité de service, du télétravail et de la virtualisation des activités présentiels**

37. Dès le début de la crise de la COVID-19, le BSR-AN a entamé l'activation de son plan de continuité de service conçu initialement pour parer aux situations d'urgence et de crise. Ce plan couvre les aspects relatifs au maintien de la mise en œuvre et de l'organisation des activités métier et des activités de support. Des simulations en situation réelle ont été conduites pour procéder aux ajustements nécessaires et préparer la période de l'état d'urgence sanitaire qui devenait chaque jour de plus en plus probable. Le BSR-AN a ainsi continué de fonctionner aussi normalement que possible en combinant le travail présentiel avec le travail à distance tout en assurant une coordination régulière et un suivi rigoureux des activités.

38. Dès l'instauration de l'état d'urgence et du confinement généralisé au Maroc, les préalables nécessaires pour assurer la continuité de service étaient en place et l'activité du BSR-AN n'a connu aucune interruption en termes de fonctionnement interne et de mise en œuvre du programme de travail. Les rencontres qui étaient initialement prévues en mode présentiel durant la période de l'état d'urgence sanitaire ont été revues et adaptées au mode de travail à distance. Des solutions techniques plus adaptées ont été également adoptées en coordination avec le siège de la CEA afin d'assurer un niveau de qualité comparable au mode présentiel. Le BSR-AN a ainsi mobilisé d'autres moyens tels que la vidéoconférence pour mener certaines activités du programme de travail, notamment les ateliers et les réunions avec les représentants des pays membre.

### **III. Initiatives spéciales, interactions avec les divisions du siège et les partenariats**

39. Durant la période sous-revue, le BSR-AN a pris part à un certain nombre d'initiatives spéciales. Il a également mobilisé l'expertise des divisions du siège de la CEA en faveur des pays membre dans le cadre de la programmation conjointe. Le BSR-AN a aussi continué et renforcé ses partenariats avec le système des Nations Unies et les partenaires au développement ainsi qu'avec les Universités, Centres de Recherche et Think tanks.

#### **A. Initiatives spéciales**

40. Le BSR-AN a participé à un certain nombre d'activités et de rencontres de la CEA et de ses partenaires pour appuyer les pays membres :

- Le BSR-AN a participé en octobre 2019 à la conférence nationale sur la ZLECAf à Alger à la suite de l'invitation du Ministère du commerce de l'Algérie. Le BSR-AN s'est focalisé sur les travaux de la CEA sur la facilitation des échanges. Les données empiriques présentées montrent que les pays africains ont des gains potentiels très élevés grâce à la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges, en particulier dans le contexte de la ZLECAf. La présentation a souligné que la ZLECAf pourrait également avoir des effets positifs pour l'Afrique du Nord permettant de lever les contraintes liées à l'offre et à l'inclusion dans les chaînes de valeur régionales. Sur cette base, il a été souligné que la stratégie nationale de l'Algérie devait fournir une vision claire sur la voie à suivre pour mieux tirer parti du potentiel du commerce interafricain et présenter les réformes nécessaires pour que le pays puisse bénéficier de manière effective de la mise en œuvre de ZLECAf.
- Le BSR-AN a participé en octobre 2019 à la 2<sup>ème</sup> Conférence internationale de la justice de Marrakech « Justice et investissement : défis et enjeux » organisée par le ministère marocain de la Justice en collaboration avec le Conseil suprême de la magistrature. La conférence a traité du rôle de la justice dans l'établissement et le maintien d'un environnement d'affaires propice aux investissements et aux entreprises. La conférence a permis de discuter du lien complexe entre un système de justice performant et un environnement d'affaires favorable. Les participants ont confirmé qu'un système de justice équitable, transparent et fondé sur des règles constitue un facteur clé pour stimuler les investissements étrangers, le développement des affaires et générer la croissance économique et la prospérité. Ils ont également conclu que la numérisation nécessite de nouvelles compétences chez les personnels du système judiciaire à tous les niveaux. La nécessité d'adapter les textes juridiques a été également relevée afin d'assurer une utilisation efficace des données tout en garantissant le respect de la vie privée et de la confidentialité.
- En février 2020, le BSR-AN a participé à la sixième session du Forum régional africain pour le développement durable à Victoria Falls (Zimbabwe). La conférence a permis d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'agenda de développement durable de 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et de donner des orientations de haut niveau afin accélérer leur mise en œuvre à travers le continent. A l'issue de cette conférence les ministres africains ont adopté la Déclaration de « Victoria Falls » pour accélérer la mise en œuvre de la Décennie d'action pour le développement durable en Afrique.
- Le BSR-AN a pris part à Victoria Falls (Zimbabwe) à la réunion du Mécanisme de coordination régionale (RCM) pour l'Afrique. Cette réunion a permis d'examiner les réformes en cours au sein des Nations Unies et de l'Union Africaine. Cette session a également rappelé que le thème de l'Union africaine pour 2020, « Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique », reste primordial pour le

processus de développement et la réalisation de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Cette réunion, présidée par Mme Amina J. Mohammed Vice-secrétaire Générale des Nations Unies, a permis de jeter les bases de la réforme de Mécanisme de coordination régionale (RCM) pour l'Afrique.

- En mai 2020, le BSR-AN a contribué à un webinaire international organisé par l'École nationale de commerce et de gestion de Tanger intitulé « Afrique et COVID-19 », avec une présentation sur l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'Afrique du Nord, avec un accent sur les envois de fonds par la diaspora nord-africaine. Cette conférence a permis aux experts du continent d'échanger sur les expériences des différents pays face à l'impact de la crise de la COVID-19.
- En mai 2020, lors d'une réunion virtuelle de la CEA sur les réponses régionales à la crise de la COVID-19 et à l'impératif d'une intégration accélérée de la santé en Afrique, le BSR-AN a présenté un rapport sur « la crise de la COVID-19 en Afrique du Nord : Impact et stratégies d'atténuation ».
- En juin 2020, le BSR-AN a contribué à l'atelier organisé par Brookings Institution sur l'emploi des jeunes dans les industries non polluantes avec la présentation d'un papier de recherche sur « la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie à travers les industries non polluantes : implications pour l'industrie touristique » et la contribution à la discussion de l'étude de cas du Sénégal.
- En juin 2020 avec le Think Tank Policy Center for the New South, le BSR-AN a organisé un webinaire sur « la transformation structurelle de l'économie marocaine : avant et post COVID-19 ». Les discussions ont porté sur les distorsions, la transformation structurelle et les possibilités pour le Maroc d'adapter et d'accélérer sa transformation structurelle dans le contexte post COVID-19.
- En septembre 2020, le BSR-AN a participé au lancement du rapport ainsi qu'au dialogue régional sur les transitions énergétiques propres en Afrique du Nord. Cette rencontre virtuelle a permis de faire le point sur les progrès de la région et les meilleures pratiques en matière de transitions énergétiques propres pour mieux informer et aider les décideurs en la matière. Ce fut également une occasion pour échanger les réflexions sur les conséquences de la pandémie de la COVID-19 dans le secteur de l'énergie en Afrique du Nord. Ce dialogue a exploré les pistes pour que les politiques de transitions énergétiques propres soient une priorité dans les plans de relance économique. A cette occasion le BSR-AN a présenté des pistes pour développer davantage la coopération sous régionale dans ce domaine.

## **B. Interactions avec les divisions du siège**

41. Dans le cadre de la mise en œuvre du principe de la programmation conjointe, le BSR-AN entretient des interactions soutenues avec les divisions du siège de la CEA. Cela permet une meilleure mobilisation et valorisation de l'expertise de la CEA, pour notamment mieux répondre aux demandes des pays membres nord africains.

42. A ce titre, les services consultatifs fournis à la Mauritanie pour la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée au niveau régional sont conduits en collaboration avec le Centre Africain pour les Statistiques (ACS) et la division du Genre, de la Pauvreté et de la Politique Sociale (GPSPD). L'assistance technique pour la conception de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf en faveur de l'Algérie et de la Mauritanie ainsi que le soutien de l'Égypte dans le processus du Groupe d'apprentissage par les pairs de l'Examen des politiques de transformation de la production (PTPR) sont conduits en collaboration avec la division de l'Intégration Régionale et du Commerce (RITD) et le Centre Africain pour la Politique Commerciale (ATPC) de la CEA.

43. Le BSR-AN mène aussi un projet avec l'Institut Africain de Développement Économique et de Planification (IDEP) pour le renforcement des capacités des décideurs pour la conception et la mise en œuvre de politiques visant à stimuler l'emploi. Les services consultatifs fournis à l'Égypte et au Maroc en faveur de la mise en œuvre des ODD à travers le déploiement de l'outil de planification intégrée et de reporting « IPRT » sont menés de leur côté en collaboration avec la division de la Macroéconomie et de la Gouvernance (MGD), ACS et la section des Services et Technologies de l'Information et de Communication (ITCSS) de la CEA.

44. En outre, le soutien aux pays membre pour l'utilisation du modèle macroéconomique de la CEA en vue de produire de meilleures prévisions économiques est conduit par le BSR-AN en collaboration avec la division de la Macroéconomie et de la Gouvernance (MGD). Le BSR-AN a par ailleurs entamé un projet d'assistance technique pour atteindre les objectifs liés à la migration des ODD et du Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières en collaboration avec les divisions GPSPD et ACS de la CEA. Il a également participé en février 2020 à Arusha (Tanzanie) à la réunion du comité de pilotage du Centre Africain pour la Politique Commerciale (ATPC). Cette participation à cette réunion ont permis d'examiner et d'inclure la sous-région de l'Afrique du Nord dans le programme de travail du Centre pour 2020. En outre, un arrangement a été convenu avec ATPC relativement au financement par le Centre des activités du projet de la ZLECAf en Afrique du Nord pour la période 2020-2021.

45. Le BSR-AN a par ailleurs pris part en octobre 2019 à l'atelier de préparation du plan de travail 2021 organisé par la division de la Planification Stratégique, du Suivi et des Résultats (SPORD) de la CEA. Il s'en est suivi une série d'échanges et d'ajustements avec cette division qui ont abouti à finalisation du programme de travail de 2021. Durant la période sous-revue, le BSR-AN a en outre participé à l'ensemble des sessions organisées par SPORD pour la revue trimestrielle de la performance et de la redevabilité des programmes (APPR) en présence de la Secrétaire Exécutive et de toutes les divisions de la CEA.

## **C. Les partenariats**

### **1. Partenariats avec le système des Nations Unies et autres partenaires au développement**

46. Le BSR-AN a régulièrement participé aux réunions périodiques des équipes-pays des Nations Unies des pays de la sous-région. Ces réunions ont permis l'échange d'informations entre les différentes agences des Nations Unies et surtout d'exposer les activités entreprises par la CEA au niveau régional et de discuter les synergies potentielles avec les projets nationaux. Ceci constitue une priorité des réformes des Nations Unies pour mieux coordonner et aligner les interventions de soutien à différents niveaux pour accélérer la réalisation des ODD. Durant la période sous-revue, le BSR-AN Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a fourni un soutien technique ad hoc aux Bureaux des Coordonnateurs Résidents (CR) suivant les demandes ainsi que dans le cadre de la préparation des revues communes de pays (CCA).

47. Le BSR-AN a préparé une proposition pour l'équipe-pays des Nations Unies du Maroc sur la conception d'un nouveau modèle de développement pour le pays. Il a aussi fait une présentation en mars 2020 à l'équipe-pays des Nations Unies du Maroc sur l'impact de la crise de la COVID-19 et sur l'initiative des 100 milliards de dollars pour soutenir l'Afrique pour faire face aux conséquences de la pandémie. Dans le cadre de la concertation inter-agences au niveau du Groupe de travail 3, le BSR-AN a participé à la préparation d'une note stratégique sur l'impact social et économique de la crise du COVID-19 au Maroc.

48. Le BSR-AN a également mené une analyse pour le compte de l'équipe-pays des Nations Unies de l'Algérie sur les équilibres macro-économiques et les solutions pour stimuler la croissance. Il a aussi procédé à une présentation sur la réalisation des ODD en Afrique du Nord et la suite d'une requête du CR en Algérie, le BSR-AN a contribué à un travail d'évaluation de l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'économie algérienne.

49. En janvier 2020, le BSR-AN a participé à retraite de l'équipe-pays des Nations Unies de l'Égypte sur "la décennie d'actions : dix ans pour réaliser les ODD". Le BSR-AN a contribué au CCA Égypte en analysant la transformation structurelle de l'économie égyptienne. Cette analyse met en évidence la faiblesse de la croissance de la productivité et de la transformation structurelle de l'économie égyptienne. Elle souligne la nécessité de pallier de nombreuses distorsions importantes.

50. Le Coordonnateur Résident en Mauritanie a demandé l'appui technique de la CEA dans le cadre des préparatifs du CCA. Il a été convenu à cet égard que le BSR-AN prennent le lead du groupe thématique des Perspectives régionales (sécuritaires, migratoires, commerce avec accords CEDEAO, ZLECAf). A travers le soutien technique du Ministère des affaires sociales, de l'enfance et de la famille (MASEF), il est attendu que le Bureau contribue à l'analyse macroéconomique, du commerce et de l'intégration régionale, des ODD et du développement durable ainsi qu'à l'analyse de l'institutionnalisation de l'égalité des sexes .

51. Par ailleurs, le BSR-AN travaille en étroite collaboration avec l'équipe-pays des Nations Unies de la Tunisie pour finaliser le CCA et lancer le plan-cadre de coopération des Nations-Unies pour le développement durable pour lequel les priorités stratégiques ont été définies dans le cadre de 5 défis principaux et 10 résultats escomptés. Les termes de référence ont été élaborés pour définir le rôle de l'équipe-pays des Nations Unies pour la tenue d'ateliers avec le Gouvernement et les partenaires au développement pour la préparation et la rédaction du UNSDCF. Le BSR-AN a pris le lead, en collaboration avec l'ESCWA, sur la partie thématique de la croissance et la transformation économique.

52. En partenariat avec l'OIT, DAES, l'OIM, le BSR-AN a développé un programme régional pour fournir une assistance technique à six pays pilotes dont le Maroc pour les appuyer à mettre en œuvre le Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières. Ce projet se focalisera sur le renforcement des capacités liées aux statistiques de la migration ainsi que la reconnaissance mutuelle des compétences de migrants sur le continent africain.

53. Le BSR-AN a en outre pris part en février 2020 à Casablanca (Maroc) à l'atelier de formation sur les techniques de négociation du commerce des services dans les pays membres de l'OCI, organisé par le Centre islamique pour le développement du commerce (ICDT). L'atelier a permis de renforcer les capacités des Etats membres dans le domaine de la négociation des services au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), afin de stimuler le commerce intra-OCI et contribuer au développement économique des pays membre. Le Bureau a de son côté fait une présentation sur le « Commerce dans la libéralisation des services au niveau régional : Cas de la ZLECAf ». Il a également discuté des domaines de collaboration potentiels avec le Centre ainsi que des moyens de collaboration avec la CNUCED et d'autres experts dans le cadre de la préparation d'un atelier régional sur le commerce des services.

## **2. Partenariats avec les Institutionnels, Universités, Centres de Recherche et Think tanks**

54. L'objectif de ces partenariats est de renforcer les relations de coopération et d'échange entre la CEA, les institutionnels, les universités et centres de recherche, et d'entreprendre des actions concertées en vue de définir le cadre de futures initiatives et actions conjointes utiles aux parties. Pour la CEA, ces partenariats visent à développer une étroite collaboration avec des institutions en vue de mieux répondre aux besoins des pays membres de l'Afrique du Nord à travers le partage des connaissances et expériences qui viennent en appui aux processus de prise de décision en matière de politiques de développement.

55. Partenariat avec le Policy Center for the New South sur l'emploi à travers la coopération sud-sud. Ce partenariat s'est traduit par l'organisation de trois webinaires sur les questions de développement relatives à la transformation structurelle, la dette extérieure, et à l'innovation et les nouvelles technologies.

56. Un accord a été conclu avec le Haut-Commissariat au plan (HCP), pour définir le cadre de référence d'une coopération entre cette institution et le BSR-AN et d'établir une relation de travail soutenue et encourager le partage de connaissances et d'informations entre les deux institutions.. Il permettra également de renforcer la coopération Sud-Sud avec d'autres pays du continent africain.

57. Un partenariat a été développé avec Brookings Institution, organisme public basé à Washington DC (USA), dont la mission est de mener des recherches approfondies visant à générer de nouvelles idées pour traiter les problématiques sociétales au niveau local, national et mondial. Durant la période sous revue, ce partenariat a été concrétisé par une recherche sur « la lutte contre le chômage des jeunes en Tunisie à travers les industries non polluantes : implications pour l'industrie touristique ». Cette recherche a été ensuite présentée par le BSR-AN en juin 2020 lors d'un atelier organisé par Brookings Institution sur l'emploi des jeunes dans les industries non polluantes.

58. Dans le cadre de conventions avec des Universités et Centres de recherche, le BSR-AN a contribué à des recherches académiques :

- Co-encadrement d'une thèse de master recherche sur l'évaluation du potentiel de création d'emplois dans les industries non polluantes à travers le calcul des élasticités de l'emploi à la croissance en Égypte et au Maroc, puis en identifiant des secteurs clés à travers une analyse input-output. Cette analyse permet d'identifier le potentiel de création d'emploi dans différents secteurs des économies égyptienne et marocaine ;
- Co-encadrement de deux thèses de master dans le cadre des projets de fin d'études de l'Institut National de la Statistique et de l'Economie Appliquée (INSEA) de Rabat (Maroc). La première thèse porte sur la crise de la COVID-19 en Afrique du Nord, la seconde porte sur la trappe de pays à revenu intermédiaire dans laquelle se trouve la sous-région.

59. Le BSR-AN a par ailleurs entamé de nouvelles discussions avec d'autres institutions et centres de recherches en perspective de conclure de nouvelles conventions et diversifier son portefeuille de relations de partenariat de recherche au niveau de la sous-région.

#### **IV. Etat de la mise en œuvre des recommandations du 34e CIHFE**

60. La mise en œuvre des recommandations du 34e CIHFE adressées à la CEA a fait partie intégrante du programme de travail de 2020. Plusieurs de ces recommandations ont été traitées dans la partie II du présent rapport. Cependant, et pour se conformer à la demande expresse des Etats membres, les réalisations les plus significatives par domaine sont reprises ci-dessous :

##### **A- Recommandations relatives à la séance spéciale sur le thème : « La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et l'emploi »**

*a) Renforcer les capacités des pays membres à comprendre et mesurer l'impact attendu de la ZLECAf sur les économies nord africaines ;*

61. Le BSR-AN a organisé en novembre 2019, en partenariat avec le Secrétariat Général de l'UMA, un séminaire régional sur l'impact potentiel de la ZLECAf sur les économies du Maghreb. Le séminaire a été marqué par la participation de représentants des pays membres, de la société civile, du secteur privé et des experts de la sous-région. Ce séminaire a permis aux pays de la sous région de mieux comprendre les opportunités et les implications de la ZLECAf pour leurs

économies, de présenter la capacité de la ZLECAf à concrétiser les objectifs d'intégration régionale en Afrique du Nord et d'encourager les pays à agir en intégrant et coordonnant leur stratégie nationale de mise en œuvre de la zone et en renforçant leur participation à la construction du marché unique africain.

*c) Promouvoir la production du savoir en matière de commerce et mettre en place des plateformes électroniques pour en faciliter la diffusion;*

62. Le BSR-AN a publié un rapport sur la « Facilitation du commerce en Afrique du Nord pour une intégration économique régionale renforcée : défis, opportunités, et solutions ». Cette étude couvre les sept pays de la sous région. Elle relève les défis de la facilitation des échanges en Afrique du Nord et promeut une approche sous-régionale et globale coordonnée visant l'amélioration des infrastructures et la fourniture de services efficaces et compétitifs. Elle préconise notamment d'élargir l'adoption de la numérisation dans les politiques régionales et nationales de facilitation des échanges.

### **B- Recommandations relatives au profil sous-régional**

*a) Concevoir et mettre en place un mécanisme de collecte des données nationales, y compris un échéancier précis, nécessaires à la production du profil sous-régional ;*

63. Un canevas des principales données sociales et macroéconomiques nécessaires pour la collecte des données a été transmis en février 2020 aux points focaux des pays membre. Malgré l'envoi de plusieurs rappels au point focaux des pays, seul le Maroc a fait parvenir sa réponse à cette requête. Le BSR-AN pour l'Afrique du Nord de la CEA préconise à cet égard de convenir avec les pays membres de mettre en place un mécanisme plus fiable et plus systématique pour la collecte des données.

*b) Intégrer, dans la partie analyse du développement social du rapport, l'examen d'autres dimensions complémentaires, telles que la pauvreté monétaire et multidimensionnelle et les réalisations relatives aux objectifs de développement durable ;*

64. Suite à cette recommandation, il a été convenu de consacrer le prochain rapport régional sur les Agendas internationaux à l'analyse de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la sous-région. Ce rapport sera présenté aux pays membres lors de la 35e session du CIHFE.

*c) Inclure dans le rapport d'autres indicateurs complémentaires ou des alternatives à l'Indice de développement humain (IDH) produit par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;*

65. Le profil sous-régional de cette année a porté sur la crise exceptionnelle de la COVID-19. Le BSR-AN a développé un indice de vulnérabilité à la pandémie composé de huit catégories comprenant notamment, des indicateurs relatifs à la vulnérabilité et capacité sanitaires et à la vulnérabilité économique de la population. L'objectif de l'indice est de révéler les sources de vulnérabilité au risque pandémique comparativement à d'autres pays dans le monde (cet indice étant établi pour 149 pays au niveau mondial).

*d) Approfondir l'analyse des causes des divergences entre les différentes situations observées dans les pays de la sous-région;*

66. En complément du profil sous-régional, un rapport extensif a été préparé qui aborde entre autres les différences entre les pays ainsi que les faiblesses structurelles de la sous-région. Il propose des réformes tenant compte l'impact induit par la crise de la COVID-19.

### **C- Recommandations relatives au rapport sur la mise en œuvre des programmes régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord**

*a) Approfondir et enrichir le rapport en consultant les pays membres sur les activités réalisées au niveau national par rapport aux engagements pris et participation aux conférences ;*

67. Sur la base de cette recommandation, il a été convenu de consacrer le rapport régional sur les Agendas à l'analyse de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la sous-région. Pour ce faire, le BSR-AN a mis en place un processus participatif qui a permis de consulter systématiquement les pays membres et les équipes-pays des Nations Unies afin de collecter les données ainsi que de se référer aux rapports récents sur les processus de développement nationaux.

*b) Améliorer les capacités des pays membres à utiliser des instruments et des méthodologies unifiés pour assurer le suivi et la mise en œuvre des objectifs de développement durable.*

68. Le rapport régional sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans la sous-région donne des recommandations visant à améliorer le suivi au niveau national. Afin de renforcer les capacités nationales, la CEA a développé l'outil de planification intégrée et de reporting (IPRT), une application Web pour répondre aux besoins des pays africains d'adopter et d'intégrer simultanément l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'UA dans leur plan de développement national et leur permettre de suivre leurs progrès d'une manière harmonisée. Le BSR-AN a déjà entamé le déploiement de l'outil IPRT au niveau de l'Égypte et du Maroc. Il prévoit également de commencer le déploiement de cet outil en octobre 2020 au niveau de Mauritanie et la Tunisie.

#### **D- Recommandation relative au programme de travail de la Commission économique pour l'Afrique pour 2020**

*a) Faciliter le partage des enseignements tirés et des bonnes pratiques des activités et programmes d'appui des différents partenaires aux niveaux national, régional et continental pour promouvoir la synergie et éviter les doubles emplois, les déperditions des ressources et les chevauchements des programmes.*

69. Le BSR-AN s'efforce d'assurer la participation aux travaux de la Commission d'experts issus de l'ensemble des pays de la sous-région. Il cherche également à renforcer le partage d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques grâce à leur modélisation et de favoriser la coopération sud-sud et la mise en réseau des experts de la sous-région grâce à l'utilisation d'une plate-forme de gestion des connaissances et aux actions de communication.

### **V. Défis et leçons retenues**

#### **A. La crise de la COVID-19**

70. La crise de la COVID-19 a décalé la réalisation de certaines activités du BSR-AN qui avaient été planifiées initialement dans des conditions normales. Certaines activités en présentiel, y compris les missions de cadrage et de soutien technique, ont été affectées. Le Bureau a mis en œuvre à cet égard un certain nombre de mesures d'atténuation : (i) Revue du programme de travail pour modifier le mode d'implémentation en réponse à la crise en cours ; (ii) Promotion des réunions virtuelles et des webinaires chaque fois que cela a été utile de le faire ; (iii) Report des activités prévues nécessitant la présence des parties prenantes jusqu'au retour à une situation meilleure ; (iv) Activation du plan de continuité de service ainsi que du télétravail en assurant un suivi régulier et rigoureux des activités.

#### **B. L'accès aux données**

71. L'un des défis auxquels le BSR-AN est confronté est l'accès limité aux données et informations pertinentes des États membres. Malgré la promotion de l'Open data par certains pays membres, l'accès aux données reste difficile. Cela reste essentiellement tributaire de la qualité des relations avec les interlocuteurs et non des dispositions institutionnelles entre le BSR-AN et ses partenaires. Cette question, pourtant soumise de manière récurrente aux États membres lors du CIHFE, reste non résolue.

### **C. Mobilisation de l'expertise extérieure**

72. Le temps consacré à l'identification et à la mobilisation de l'expertise extérieure contribue également au décalage de la mise en œuvre des activités du BSR-AN par rapport à la planification initiale. La centralisation des modalités de recrutement des consultants et experts externes ainsi que la coordination des ses modalités entre le BSR-AN et le siège de la CEA génèrent des difficultés récurrentes. Or, l'organisation des activités, en particulier les réunions d'experts, suppose systématiquement la mise en place de ce type de préalables dans le cadre des délais prescrits par le plan de travail. Cette situation impacte la capacité du BSR-AN à produire les études et recherches dans les délais impartis, à en vérifier l'assurance qualité selon les procédures en vigueur et à les partager avec les parties prenantes en temps utile préalablement aux réunions d'experts.

### **D. L'intégration régionale**

73. La dynamique d'intégration maghrébine reste limitée. Le groupement économique de l'Union du Maghreb Arabe commerce très peu à l'intérieur de ses frontières. En 2018, seul 3,34% des exportations des pays membres de l'UMA sont destinées au marché maghrébin, ce qui représente une part extrêmement faible eu égard aux performances enregistrées par les autres Communautés Économiques Régionales du continent africain et du potentiel de cette région. A l'exception de 2018, l'évolution durant ces dernières années est négative: le commerce intra maghrébin ne cesse de baisser continuellement depuis 2013.

### **E. L'instabilité dans la sous-région**

74. La sous-région reste confrontée à de nombreux défis en particulier sur le plan politique et sécuritaire. Elle continue d'être marquée par les effets des changements induits par les mouvements de contestation et les périodes de transition politique. La sous-région fait face également à des tiraillements géopolitiques régionaux, qui ont des conséquences sécuritaires sérieuses limitant considérablement ses perspectives de développement. Il convient de souligner à ce titre que l'ensemble des pays de la sous-région ont besoin de renforcer la bonne gouvernance, en particulier la gouvernance économique, ce qui in fine pourra réduire les déséquilibres sociaux ainsi que l'instabilité politique qui demeure un véritable frein au développement.

75. L'instabilité et les transitions politiques en Afrique du Nord entraînent également un faible niveau de mise en œuvre des recommandations et des changements de politiques proposés, car les pays soumis à ces contraintes restent concentrés sur les difficultés à court terme liées à la sécurité et à l'instabilité politique. Ces facteurs entravent par ailleurs le travail et les activités de la CEA dans ces pays.